



F.O.-DGFIP boycotte le comité national de suivi du plan d'actions sur les conditions de vie au travail (CVT) du 18 mai 2017

Face à une Direction Générale qui multiplie les dispositifs et outils destinés à l'amélioration des conditions de travail tout en ayant manifestement renoncé à s'attaquer aux causes réelles, **F.O.-DGFIP** a pris ses responsabilités et décidé de ne pas se rendre à cette instance prévue le 18 mai 2017. En effet, nous sommes manifestement arrivés aux limites d'un exercice devenu, au fil du temps, de plus en plus convenu.

La douzaine de fiches transmises, à l'appui de l'ordre du jour de ce comité, sont des états des lieux des différents dispositifs mis en place depuis bientôt 7 ans : espaces de dialogue, tableau de bord de veille sociale, DUERP, PAP, médiation sociale. Ces dispositifs ne font que constater l'inexorable montée en charge des risques psychosociaux (RPS) à la DGFIP.

Rien d'étonnant à cela quand cette même DGFIP absorbe chaque année plus de 55 % des suppressions d'emplois alors qu'elle ne représente déjà plus que 5 % des effectifs de la Fonction Publique d'État.

Le lien de cause à effet entre RPS et suppressions d'emplois n'échappe à personne, sauf à notre Directeur Général.

F.O.-DGFIP ne cautionnera donc pas, par sa présence, les docteurs Diafoirus du mal-être au travail qui se refusent obstinément à en reconnaître les causes.